

1983, chapitre 17

**LOI CONCERNANT L'ADOPTION DES CHAPITRES 35 ET 45  
DES LOIS DE 1982 ET MODIFIANT CERTAINES  
CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LE SECTEUR PUBLIC**

---

**Projet de loi 8**

présenté par M. Yves Bérubé, président du Conseil du trésor et ministre délégué à l'Administration

Première lecture le 5 mai 1983

Deuxième lecture le 17 mai 1983

Troisième lecture le 22 juin 1983

**Sanctionné le 23 juin 1983**

---

**Entrée en vigueur: le 23 juin 1983**

---

**Loi modifiée:** Aucune







## CHAPITRE 17

Loi concernant l'adoption des chapitres 35 et 45  
des lois de 1982 et modifiant  
certaines conditions de travail dans le secteur public

[Sanctionnée le 23 juin 1983]

Préambule

ATTENDU que la question de la validité de la procédure de dépôt des documents sessionnels auxquels réfèrent la Loi concernant la rémunération dans le secteur public (1982, chapitre 35) et la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (1982, chapitre 45) a été soulevée dans certaines procédures judiciaires;

Attendu que les textes des dispositions de ces documents sessionnels déposés au greffe du bureau du commissaire général du travail constituent ou modifient des conventions collectives;

Attendu que, afin de permettre l'application de ces conventions, il y a lieu d'assurer la validité de ces documents;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

### SECTION I

#### INTERPRÉTATION ET APPLICATION

Objet de la loi

**1.** La présente loi a pour principal objet, eu égard à l'article 133 de la Loi constitutionnelle de 1867, d'assurer la validité des documents sessionnels auxquels réfèrent la Loi concernant la rémunération dans le secteur public et la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public.

Interprétation

Elle ne doit pas être interprétée comme une reconnaissance que ces lois, les décrets pris en vertu de celles-ci et les documents sessionnels auxquels elles réfèrent doivent être adoptés, pris ou déposés autrement que de la façon dont ces lois, décrets et documents sessionnels l'ont été.

Exception **2.** Sauf l'article 1, la présente loi ne s'applique pas à une poursuite pénale concernant une infraction au Code du travail commise avant le 23 juin 1983.

## SECTION II

ADOPTION DE LA LOI CONCERNANT LA RÉMUNÉRATION DANS LE SECTEUR PUBLIC  
ET DE LA LOI CONCERNANT LES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LE SECTEUR PUBLIC

Lois remplacées **3.** La Loi concernant la rémunération dans le secteur public, modifiée par l'article 13 du chapitre 45 des lois de 1982, et la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public, modifiée par l'article 85 du chapitre 58 des lois de 1982 et par l'article 27 du chapitre 1 des lois de 1983, sont remplacées par les textes français et anglais de chacune de ces lois, tels qu'ils ont été publiés à la *Gazette officielle du Québec*.

Documents sessionnels remplacés Les documents sessionnels numéros 350, 650, 651, 653 et 665 auxquels réfèrent ces lois sont remplacés par le texte français du document sessionnel numéro 350, déposé devant l'Assemblée nationale le 26 mai 1982, des documents sessionnels numéros 650 et 651 déposés devant l'Assemblée nationale le 9 décembre 1982, du document sessionnel numéro 653 déposé devant l'Assemblée nationale le 11 décembre 1982 et du document sessionnel numéro 665 déposé devant l'Assemblée nationale le 15 décembre 1982, ainsi que par le texte anglais de ces documents sessionnels déposé devant l'Assemblée nationale le 5 mai 1983 comme document sessionnel numéro 84.

Lois et documents sessionnels distincts **4.** Le texte français et le texte anglais de chacune de ces lois et le texte français et le texte anglais de chacun des documents sessionnels auxquels elles réfèrent forment respectivement une loi distincte et un document sessionnel distinct. Chacune de ces lois et chacun de ces documents doit être cité de la même façon que la loi ou le document qu'il remplace.

Impression et distribution **5.** Les formalités relatives à l'impression et à la distribution des lois ne s'appliquent pas à ces lois, dans la mesure où ces formalités ont déjà été suivies à l'égard des lois qu'elles remplacent.

Impression et distribution Les documents sessionnels auxquels ces lois réfèrent sont imprimés, publiés et distribués par l'Éditeur officiel selon les modalités qu'il détermine. Ils ne sont assujettis à aucune autre exigence de publication ni formalité.

Sanction **6.** La sanction de la présente loi vaut pour chacune des lois édictées en vertu de la présente loi.

Effet **7.** Chaque disposition de ces lois a effet à compter de la date où la disposition qu'elle remplace est réputée avoir pris effet.

Dépôt **8.** Dans les 30 jours de la date de la sanction de la présente loi, le président du Conseil du trésor dépose au greffe du bureau du commissaire général du travail un texte reproduisant les dispositions des documents sessionnels numéros 650, 651, 653 et 665.

Effet Ce dépôt a effet à compter de la date où le dépôt de textes reproduisant des dispositions de documents sessionnels remplacés par la présente section est réputé avoir pris effet.

Décrets **9.** Le gouvernement peut, par décret, prendre, par référence générale et sans les modifier, tous les décrets pris en vertu de la Loi concernant la rémunération dans le secteur public ou en vertu de la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public et dont les textes français et anglais ont été publiés à la *Gazette officielle du Québec*.

Entrée en vigueur Un décret pris en vertu du premier alinéa entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, mais chacune des dispositions des décrets auxquels il réfère a effet à compter de la date où la disposition qu'il remplace est réputée avoir pris effet.

Effet **10.** Dans le cas d'un décret pris par le gouvernement, en vertu de la Loi concernant la rémunération dans le secteur public ou en vertu de la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public, avant le 23 juin 1983 et dont le texte n'est pas publié en français et en anglais, le gouvernement peut prendre un décret pour remplacer ce premier décret et lui donner effet depuis la date qui avait été prévue pour le décret qu'il remplace, si ce nouveau décret reproduit sans modification le décret remplacé.

Entrée en vigueur Un décret pris en vertu du premier alinéa entre en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

### SECTION III

#### MODIFICATION DE CERTAINES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LE SECTEUR PUBLIC

Dispositions modifiées **11.** Les dispositions du texte visé dans l'article 3 de la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public sont modifiées par celles qui apparaissent au document sessionnel numéro 85 déposé le 5 mai 1983 devant l'Assemblée nationale.

Dispositions modifiées **12.** Les dispositions d'un texte visé dans l'article 9 de la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public sont modifiées par celles qui apparaissent au document sessionnel numéro 86 déposé le 5 mai 1983 devant l'Assemblée nationale et au document sessionnel numéro 142 déposé le 25 mai 1983 devant l'Assemblée nationale.

- Dépôt** **13.** Dans les 30 jours de la date de la sanction de la présente loi, le président du Conseil du trésor dépose au greffe du bureau du commissaire général du travail un texte reproduisant les dispositions des documents sessionnels numéros 85, 86 et 142.
- Effet** Le dépôt au greffe d'un exemplaire de ce texte a l'effet d'un dépôt fait en vertu de l'article 72 du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27).
- Texte faisant partie de la convention collective** **14.** À l'égard de chaque employeur, de chaque association de salariés et de chaque groupe de salariés qu'elles concernent, les dispositions d'un texte déposé en vertu de l'article 13 font partie de la convention collective en vigueur.
- Parties liées** **15.** Les modifications apportées aux conventions collectives en vertu de l'article 14 lient les parties à compter des dates d'entrée en vigueur de ces conventions, même si ces dates sont antérieures à l'entrée en vigueur de la présente loi.
- Application du Code du travail** **16.** Dans la mesure où elles ne sont pas inconciliables avec la présente loi, les dispositions du Code du travail s'appliquent au texte déposé en vertu de l'article 13.
- Impression et distribution** **17.** Les documents sessionnels auxquels la présente section réfère sont imprimés, publiés et distribués par l'Éditeur officiel selon les modalités qu'il détermine. Ils ne sont assujettis à aucune autre exigence de publication ni formalité.
- Modification d'un décret** **18.** Le gouvernement peut, par décret, modifier tout décret pris en vertu de l'article 11 de la Loi concernant la rémunération dans le secteur public, édictée en vertu de la présente loi, ou en vertu de l'article 4 de la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public, édictée en vertu de la présente loi, afin de rendre applicable à un salarié visé dans ces décrets un ajustement de rémunération comparable à celui qui résulte de l'application de l'article 11 de la présente loi.
- Effet** Un décret pris en vertu du présent article a effet à compter de la date où il est pris ou à toute date antérieure ou postérieure qui y est indiquée. Il est publié à la *Gazette officielle du Québec*.

## SECTION IV

## DISPOSITIONS FINALES

- Entente dans le secteur de l'éducation** **19.** Les dispositions d'une entente intervenue le 17 ou le 22 avril 1983, dans le secteur de l'éducation, entre un comité patronal de négociations institué suivant le chapitre O-7.1 des Lois refondues du Québec et un agent négociateur habilité à négocier suivant cette loi au nom d'associations accréditées, s'appliquent aux employeurs et aux associations de salariés en cause, à compter de la signature de l'entente, malgré toute disposition inconciliable d'une convention collective que cette entente modifie.

1983

*Adoption des chapitres 35 et 45 des lois de 1982*

CHAP. 17

Collèges  
d'enseigne-  
ment général  
et profes-  
sionnel

Il en est de même d'une entente intervenue, suivant la même loi, entre un comité patronal et un agent négociateur habilité à négocier au nom d'associations accréditées représentant des enseignants de collèges d'enseignement général et professionnel, et visant à mettre en application l'hypothèse de règlement soumise aux parties par le conciliateur du ministère du Travail le 25 mars 1983.

Disposition  
applicable

**20.** L'article 40.1 de la Loi d'interprétation (L.R.Q., chapitre I-16) s'applique aux modifications que les lois édictées en vertu de la présente loi apportent à des conventions collectives, aux conventions collectives constituées par ces lois et aux modifications apportées par la présente loi à des conventions collectives.

Effet  
d'exception

**21.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (Annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en  
vigueur

**22.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.